Politiques sociales et de santé en Amérique Latine. Conditions générales de production et résultats.

CALASS 2014
Granada, España
4-6 Septiembre

Dr. Darío Salinas Figueredo (UIA)
Dra. Carolina Tetelboin Henrion (UAM-X)

1.- Les asymétries Nord-Sud comme déterminants structuraux de la inégalité

ACTIONS ET VOTES EN AMÉRIQUE LATINE, ÉTATS-UNIS ET LE G-7 DANS LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

	CUOTAS (1)		VOTOS (2)	
PAISES	**MILLONES DE DEG (3)**	**PORCENTAJE TOTAL**	**NÚMERO DE VOTOS**	**PORCENTAJE TOTAL**
América Latina	18,233.70	7.665	205,921	8.18
Estados Unidos	42,122.40	17.69	421,961	16.75
G-7	108,044.90	45.37	1,085,608	43.09

Fuente: Elaboración propia en base a IMF Member's Quotas and Voting Power, and IMF Board of Governors. (Consultado el 17 de Julio de 2014).

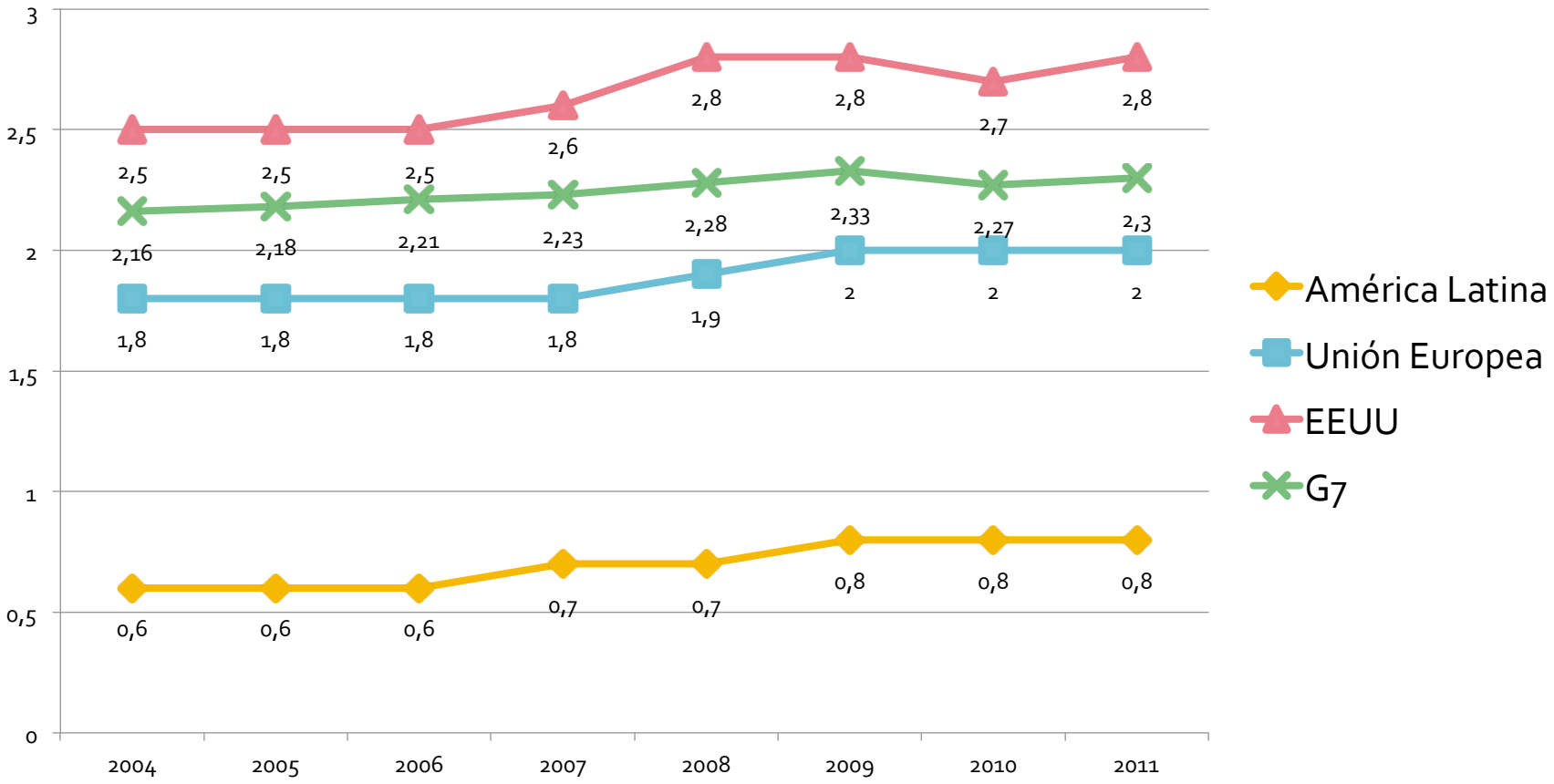
En: http://www.imf.org/external/np/sec/memdir/members.aspx#G

(1) Treinta y dos países considerados en las estadísticas de la CEPAL con excepción de Cuba.

(2) El poder de voto varía en ciertos asuntos pertenecientes al Departamento General con respecto al uso de recursos en el mismo.

(3) DEG, Derechos Especiales de Giro. De sus siglas en inglés, SDR, Special Drawing Rights.

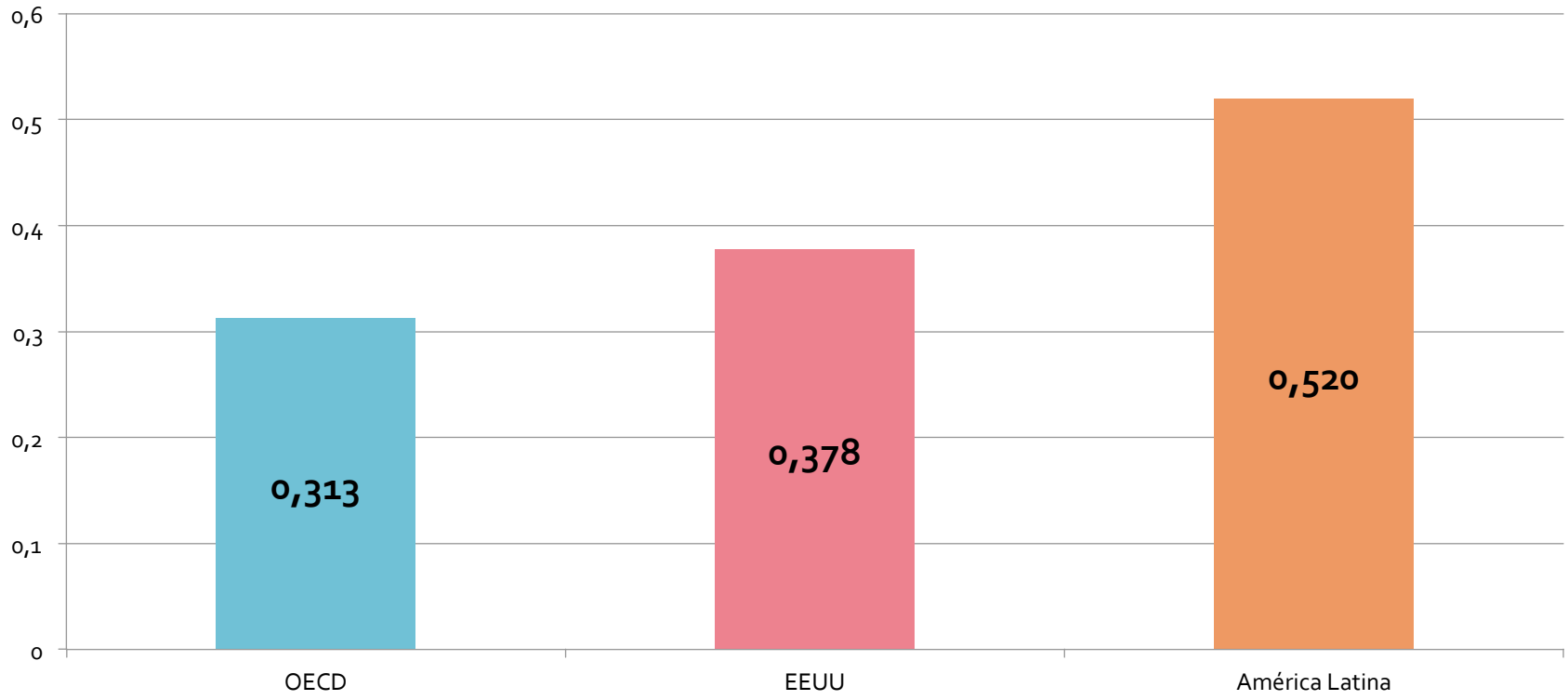
LES DÉPENSES DE RECHERCHE E DÉVELOPPEMENT EN % DU PIB



Fuente: Elaboración propia con datos del Banco Mundial. En http://goo.gl/DUWuUN (Consultado el 18 /08/2014)

- La différence de pourcentage des dépenses en R & D en Amérique latine concernant:
- L'Union européenne: 168 %
- Le G7: 220 %
- Etats-Unis: 278 %

Indice de Gini de l'Amérique latine, Etats-Unis et l'OCDE (2012)



Fuente: Elaboración propia con datos de la CEPAL. En http://goo.gl/Nv2pRz (Consultado el 21 /08/2014)

- Année 2003: Banque Mondiale dans son rapport conclut que l'Amérique latine est la région la plus inégalitaire du monde.

- Année 2012: CEPAL confirme la continuité de ce diagnostic, mais vérifier la croissance économique a été relativement rallier.

Fuentes: Banco Mundial. Desigualdad en América Latina y el Caribe: ¿Ruptura con la historia? Washington: 2003.
Revista de la CEPAL. No. 108, Santiago de Chile: 2012

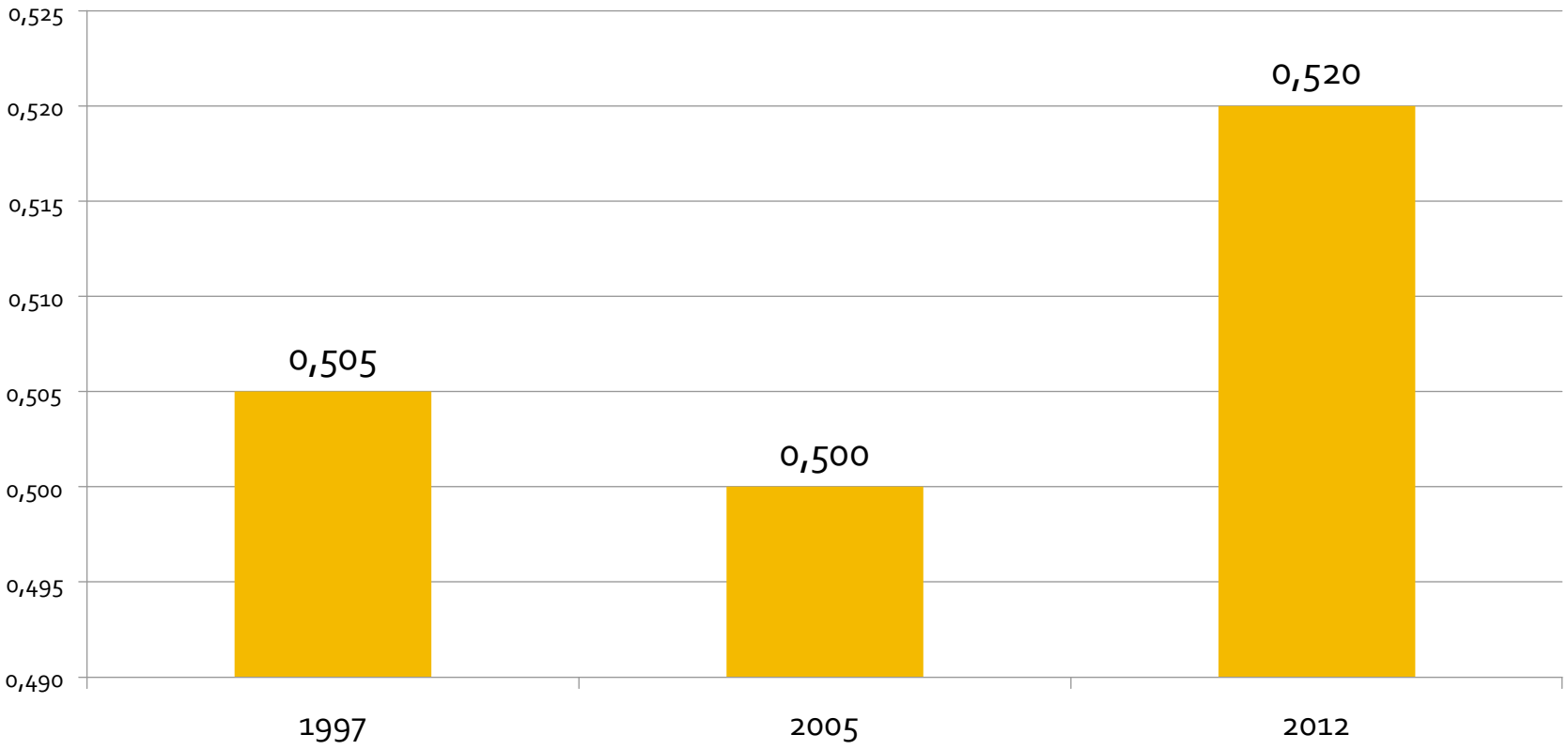
2.- La métamorphose sociale: le marché dans le centre de l'organisation

- Les réformes de première génération. Consensus de Washington. L'ajustement structurel, de la déréglementation et de la privatisation.
- Réduire le rôle du gouvernement, la stabilité macroéconomique et l'élargissement de la concurrence sur le marché
- Plus de marché, moins d'Etat
- De la décennie perdue de décennie frustré
- 2003: Banque Mondiale: «l'Amérique latine est la région la plus grande inégalité».
- 2012: CEPALC: «Amérique Latine reste la région la plus grande inégalité».
- Les réformes de deuxième génération: la restructuration de la relation entre public et privé.
- Santé et éducation reproduisent les inégalités sociales. L'accès et des ressources inéquitables.

3.- Le problème de la croissance et de l'inégalité

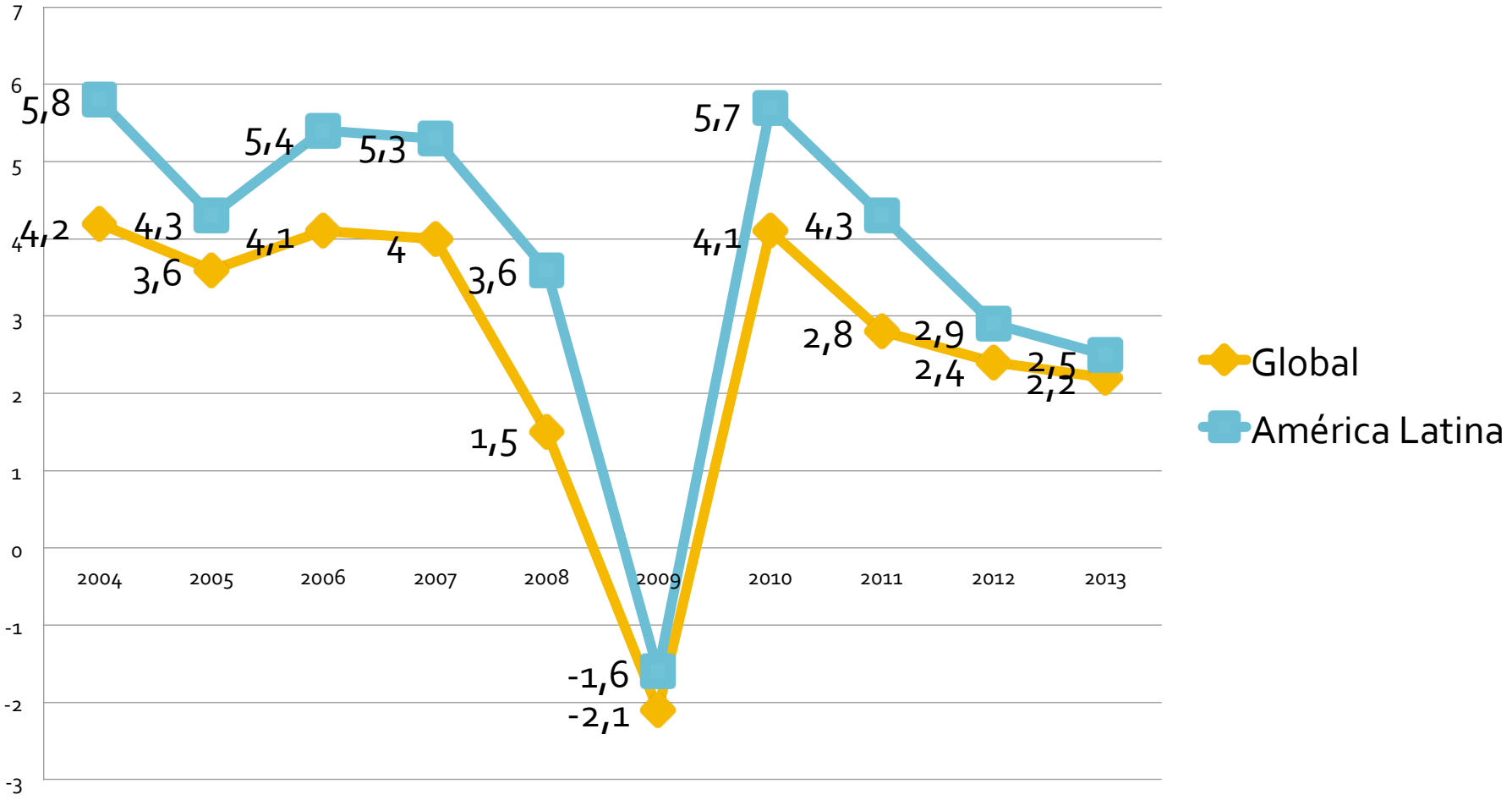
- La politique de libre marché et de l'Etat de subventionner produit le développement social.
- Le mythe de gouttes ou de fuite (trickle down effet, ou effet de percolation).
- croissance de la production (PIB) ne modifie pas le taux de pauvreté
- Il n'y a pas non plus de corrélation entre croissance et des inégalités. La tendance à l'augmentation du produit ne change pas le schéma de distribution. Voir Gini.
- Et il n'y a aucune croissance agence de correspondance et de l'inégalité. La tendance à l'augmentation du produit ne change pas le schéma de distribution. Voir Gini.

Indice de Gini de concentration Amérique Latine



Fuente: Elaboración propia con datos de la CEPAL. En http://goo.gl/QA99CB (Consultado el 22/08/2014)

Croissance du PIB 2004-2013



Fuente: Elaboración propia con datos del Banco Mundial. En http://goo.gl/87sWEg (Consultado el 18 de Agosto de 2014)
Datos en dólares de los Estados Unidos a precios constantes del año 2005.

AMÉRIQUE LATINE: incidence de la pauvreté et indigence ou d'extrême pauvreté, 1980-2013 (Pourcentage de personnes)

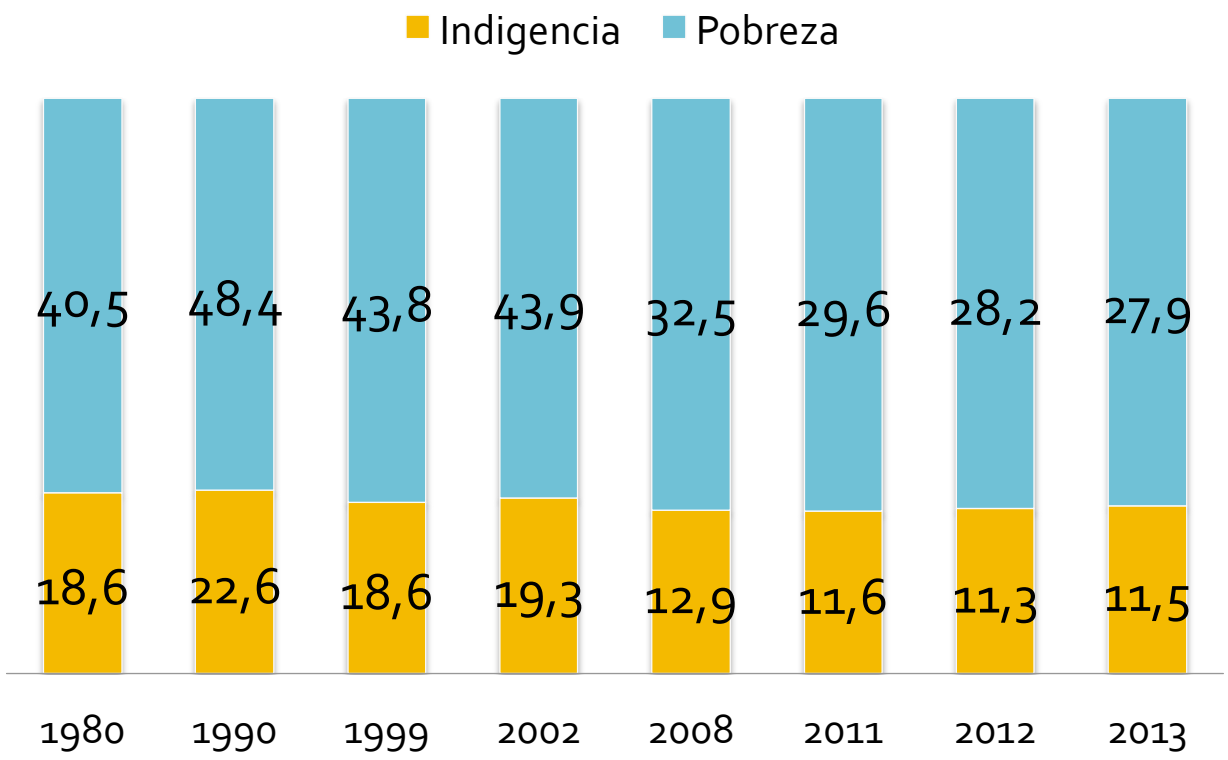
Año	**Pobres**	**Indigentes**
1980	40.5	18.6
1990	48.4	22.6
1999	43.8	18.6
2002	43.9	19.3
2008	33.5	12.9
2010	31.1	12.1
2011	29.6	11.6
2012	28.2	11.3
2013/b	27.9	11.5

Fuente: Elaboración propia en base a: CEPAL, *Panorama Social de América Latina 2013*. En: http://www.cepal.org/cgi-bin/getprod.asp?xml=/publicaciones/xml/9/51769/P51769.xml&xsl=/publicaciones/ficha.xsl&base=/publicaciones/top_publicaciones.xsl# (Consultado 17 de julio de 2014).

a/ Estimación correspondiente a 18 países de la región más Haití.

b/ Las cifras para el año 2013 corresponden a una proyección.

Pourcentage pauvreté et indigence ou d'extrême pauvreté, 1980-2013



Fuente: Elaboración propia en base a: CEPAL, Panorama Social de América Latina 2013. En: http://goo.gl/fncP4W (Consultado el 3 de Agosto de 2014).
Estimación correspondiente a 18 países de la región más Haití.
Las cifras para el año 2013 corresponden a una proyección.

AMÉRIQUE LATINE: pauvreté et indigence ou d'extrême pauvreté, 1980-2013 (en millions)

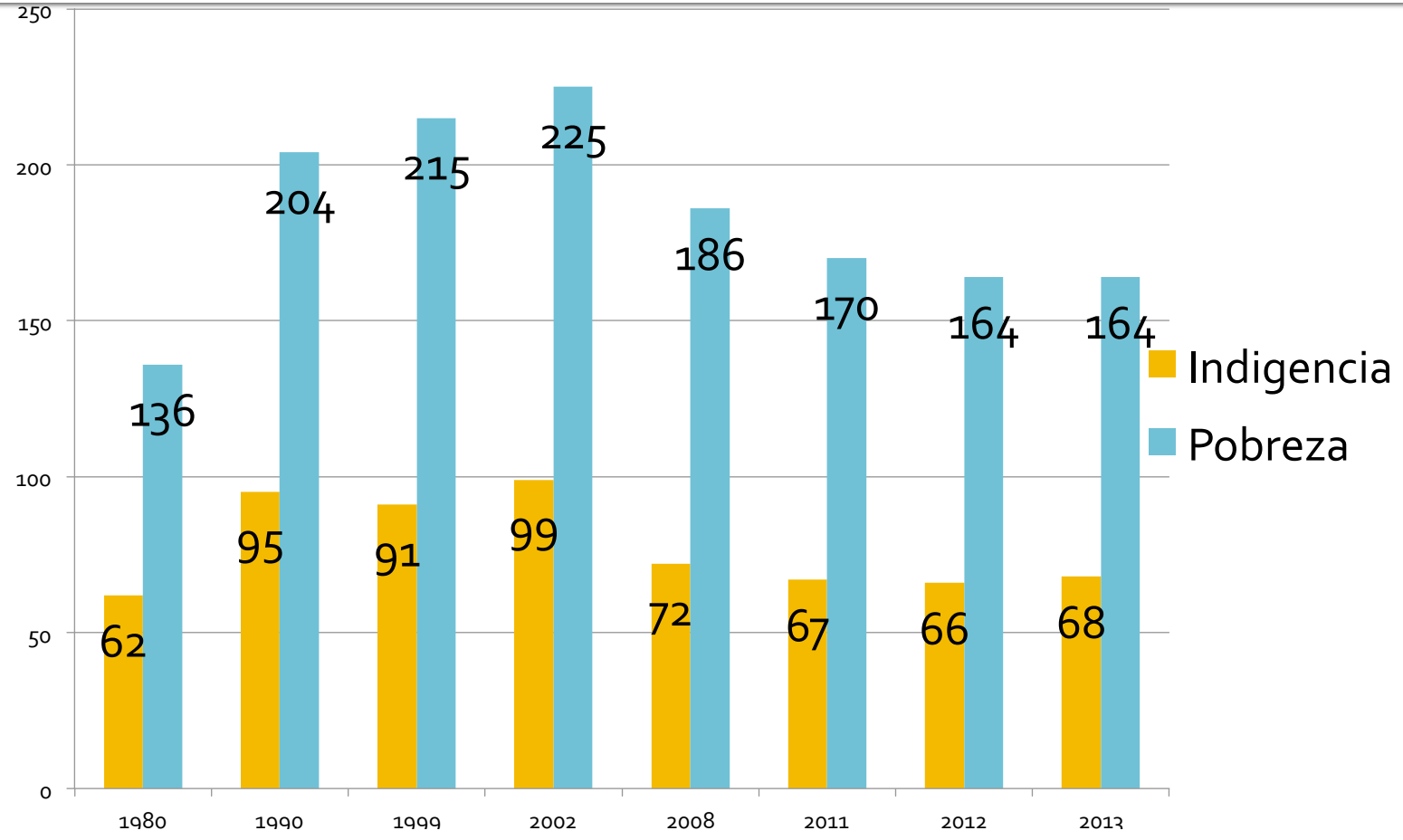
	Pobres	Indigentes
1980	136	62
1990	204	95
1999	215	91
2002	225	99
2008	186	72
2011	170	67
2012	164	66
2013/b	164	68

Fuente: Elaboración propia en base a: CEPAL, *Panorama Social de América Latina 2013*. En: http://www.cepal.org/cgi-bin/getprod.asp?xml=/publicaciones/xml/9/51769/P51769.xml&xsl=/publicaciones/ficha.xsl&base=/publicaciones/top_publicaciones.xsl# (Consultado 17 de julio de 2014).

a/ Estimación correspondiente a 18 países de la región más Haití.

b/ Las cifras para el año 2013 corresponden a una proyección.

Pauvreté et indigence ou d'extrême pauvreté 1980-2013 (millions de personnes)



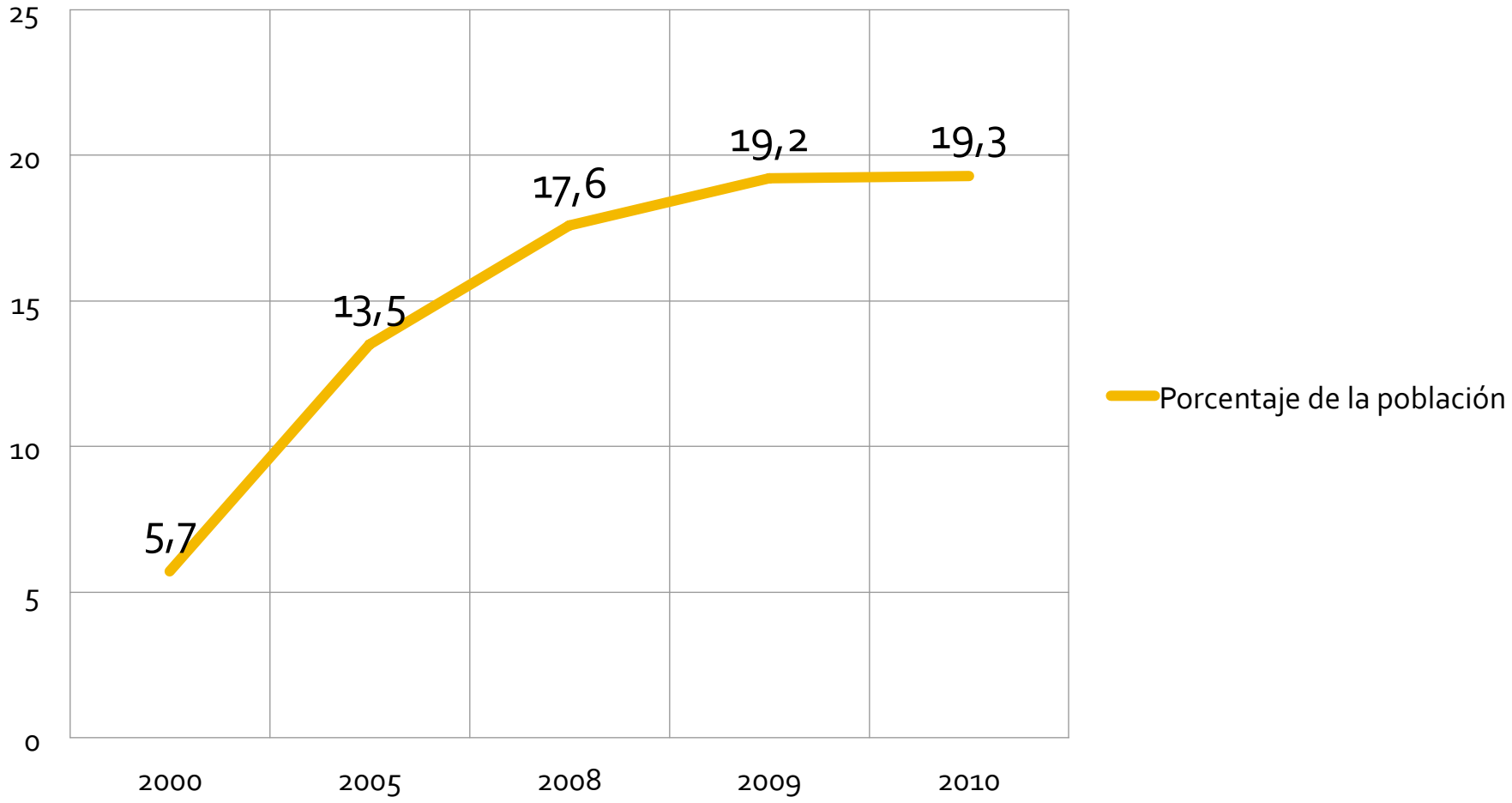
Fuente: Elaboración propia en base a: CEPAL, Panorama Social de América Latina 2013. En: http://goo.gl/fncP4W (Consultado el 3 de Agosto de 2014).
Estimación correspondiente a 18 países de la región más Haití.
Las cifras para el año 2013 corresponden a una proyección.

4.- Réformes deuxième génération

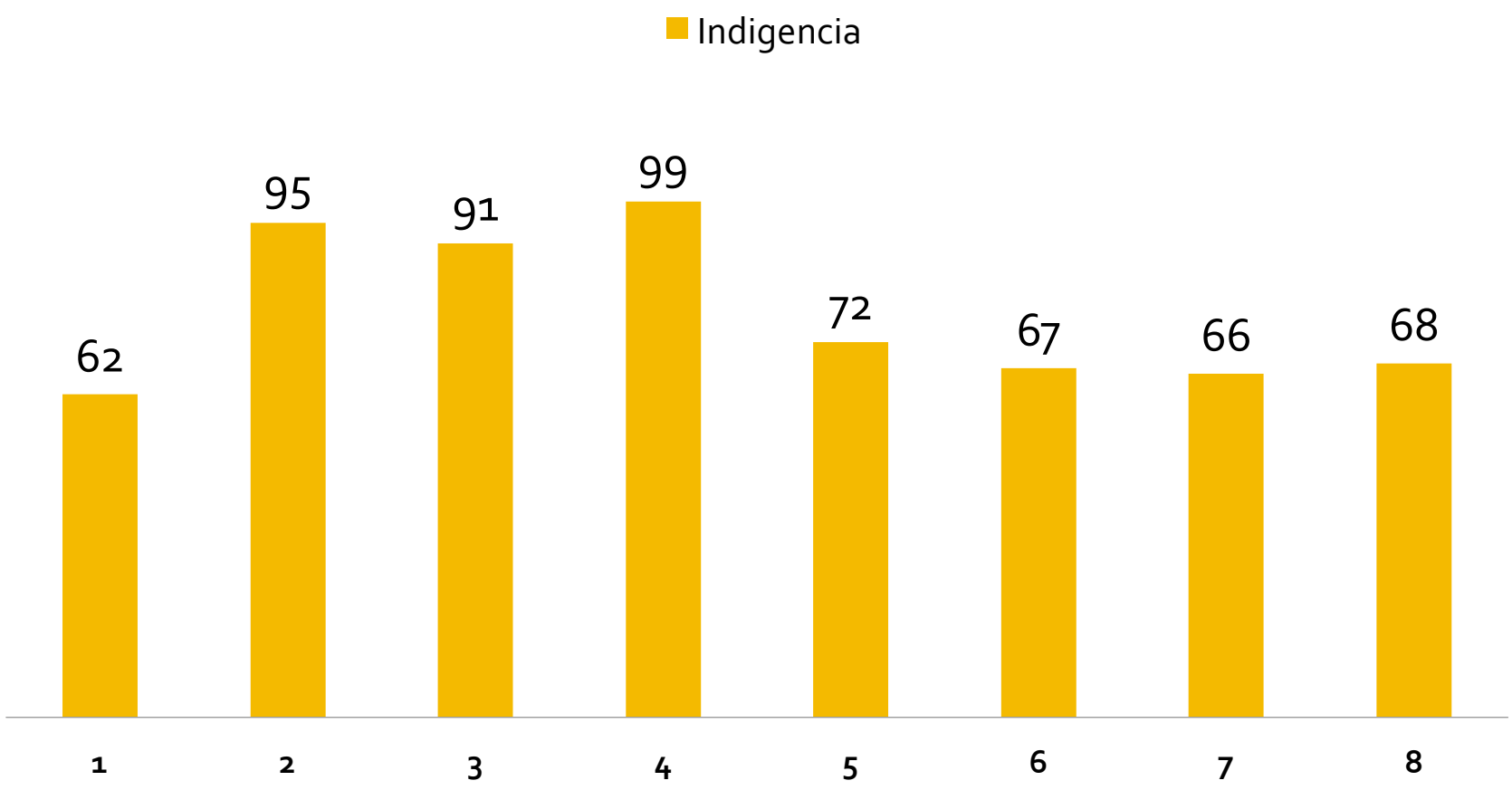
- WB sur les réexamens État. La modernisation de l'administration de l'Etat.
- La politique ciblée pour les plus pauvres.
- Appel au capital social comme une forme de participation.
- Assurer la stabilité macro-économique en tant que garant de l'investissement privé.
- Protection des groupes vulnérables.
- Investir dans la santé et l'éducation.

5.- Les limites du ciblage et transfert conditionnel

Pourcentage de la population desservie



Indigence ou d'extrême pauvreté (millions de personnes) 1980, 1990, 1999, 2002, 2008, 2011,2012, 2013.



- La réduction de la pauvreté ne signifie pas moins de concentration.
- L'objectif est de servir les pauvres. Cette politique ne modifie pas les conditions qui produisent la pauvreté.
- Le déficit social sous le néolibéralisme est non seulement une conséquence, il est aussi un élément constitutif de sa stratégie. Par exemple, la production de l'emploi informel avec la reproduction des inégalités.
- Pour chaque 10 nouveaux emplois, 7 appartiennent au secteur informel.

6.- La politique sociale comme un problème de démocratie

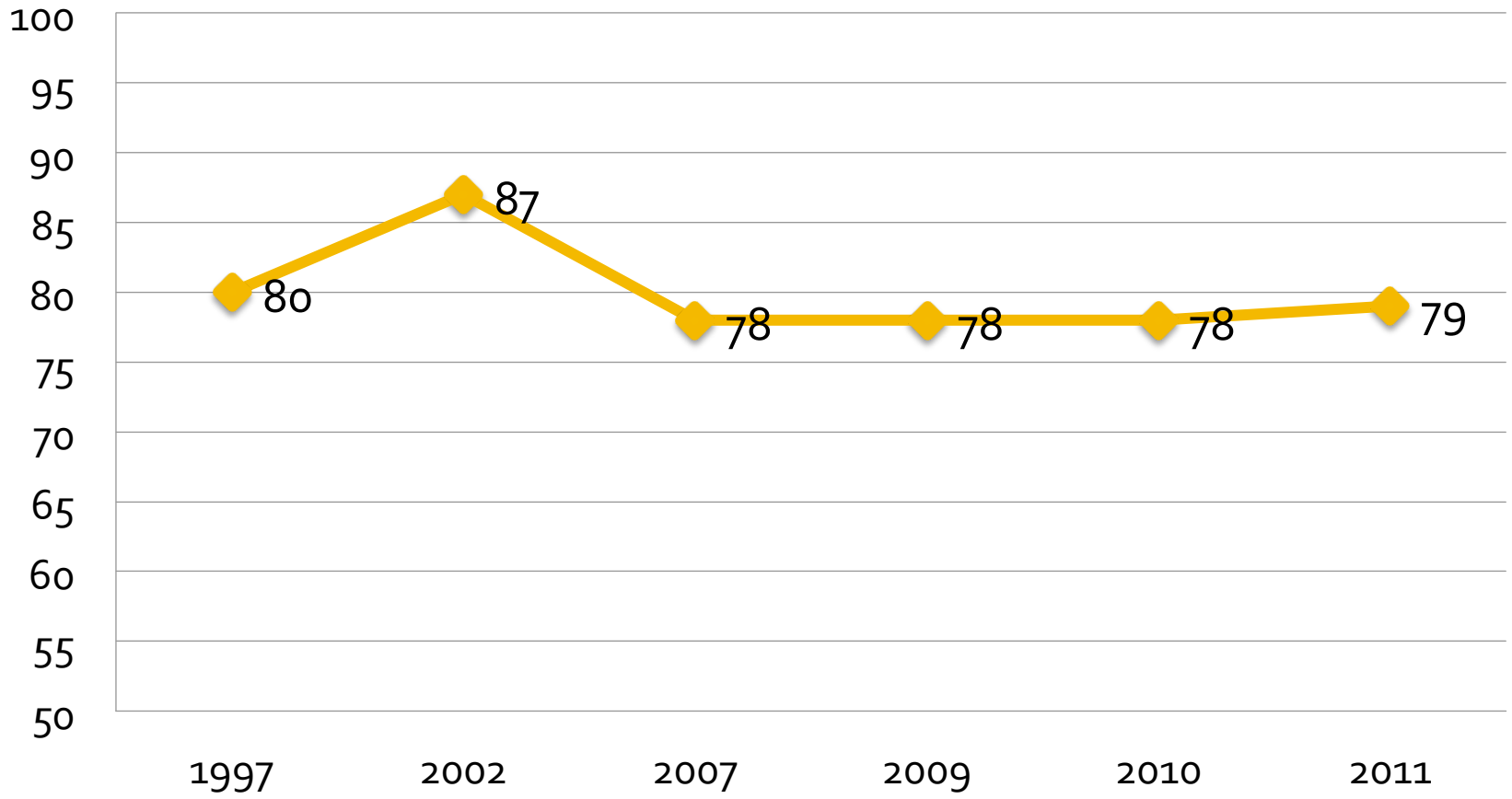
- Le droit à la santé, l'éducation et la sécurité sociale est liée à la qualité de citoyen.
- La marchandisation des droits sociaux en tant que citoyens s'érode.
- Le des-universalisation et la sélectivité dans l'accès aux droits sociaux socaban le principe d'égalité. L'égalité dans les sociétés d'Amérique Latine est un indice de la qualité de la démocratisation.

- Perception de l'injustice comme un reflet de l'inégalité des chances et restrictives pour l'accès à l'éducation, à la santé et à la participation.

- L'échec des politiques néolibérales pour lutter efficacement contre les inégalités sociales est de limiter les possibilités de démocratisation.

- Les politiques sociales du néolibéralisme ils sont de plus en plus restreignent le processus de démocratisation

Perception des citoyens que le revenu est injuste



Fuente: Elaboración propia con datos de la CEPAL. En http://goo.gl/3FZ8mC

Perception des citoyens de l'inégalité

- L'agitation sociale.
- Faible crédibilité des institutions.
- L'abstention électorale (une estimée: seulement 62% des participations).

- Fuente: Elaboración propia con datos de la CEPAL. En http://goo.gl/3FZ8mC

Conclusiones

- Démantelé l'Etat-providence, le social était à la disponibilité de la réduction des dépenses. Le paradoxe fait allusion au manque de ressources pour augmenter les dépenses sociales. Cependant, il est encore rembourser la dette et ses intérêts dans presque toutes les économies de la région.

- La dette extérieure est un instrument de subordination et d'approfondir le fossé entre le Nord et le Sud.

- La stratégie liée à l'économie de marché et l'hégémonie du capital financier saisir les coordonnées de comprendre les critères dominants qui déterminent les limites de la politique.

- La stratégie de privatisation de la santé, de l'éducation et de la sécurité sociale, dans la mesure de sa réalisation dans de nouvelles structures institutionnelles, est devenue la réalisation des droits des citoyens dans l'achat de marchandises soumises à la relation entre les fournisseurs et les clients.

- Attention du public sur les "plus pauvres" est géré par des politiques qui transitent vers les soins de la charité, elles sont limitées, ciblées et coût. Son effet est palliatifs et bien que certains indicateurs de réduire statistiquement le sans-abrisme, reproduit en conséquence les conditions structurelles de l'inégalité et la concentration de la richesse.

- Lorsque les dépenses se concentre mise en œuvre sélective est contraire au principe de l'universalité des droits. Création, donc, de la citoyenneté, en fin de compte payer pour que la dynamique de reproduction des inégalités.

- Dans l'expérience de l'Amérique latine, la politique sociale à peine à mettre en œuvre des corrections à la pauvreté et l'inégalité. En outre, les réformes de la santé et l'éducation génèrent également des modifications substantielles à atteindre. Il ya contrepoids politique à divers projets gouvernementaux dans certaines bandes régionales comme le Venezuela, Cuba, l'Équateur et la Bolivie. Toutefois, le néolibéralisme comme une stratégie continue d'annoncer l'hégémonie des processus sociaux. Si l'on répond aux besoins croissants de la population, il est commode de considérer le risque de continuer à soutenir les politiques qui sous-tendent cette stratégie, selon laquelle l'impulsion pour le développement est considéré comme synonyme de libre marché, dont la dynamique impératifs de protection collectives sont subordonnés aux marges étroites de la dynamique sociale. Le marché néo-libéral est un instrument de profit et non-être. Voici l'un des grands défis de la pensée critique et l'étude de la politique dans la région.

Merci beaucoup!